

Asie centrale

Kirghizstan : au-delà de l'illusion démocratique après la victoire de Sooronbay Jeenbekov aux élections présidentielles de 2017

mardi 26 décembre 2017, par [Mathilde HENRY](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Mathilde HENRY](#), **Kirghizstan : au-delà de l'illusion démocratique après la victoire de Sooronbay Jeenbekov aux élections présidentielles de 2017**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 26 décembre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le Kirghizstan a échoué à passer son test démocratique fin 2017. Malgré le caractère exceptionnel de la relative liberté qui règne dans le pays, il faut cesser de lire les évolutions politiques du Kirghizstan au regard des autoritarismes régionaux, au risque de laisser la démocratie régresser en s'aveuglant de "bonnes intentions". Avoir un modèle démocratique en Asie centrale, l'idée est excellente. Encore faut-il que cette « démocratie hybride » progresse vers une démocratie réelle, et non l'inverse. Voici une étude documentée qui fera référence.

La « démocratie » kirghize, une exception en Asie centrale

LE 15 octobre 2017, plus d'1,5 million de kirghizes ont voté pour élire leur 5e président depuis l'indépendance de ce pays d'[Asie centrale](#), en 1991. Pour la première fois, un président élu a succédé à un autre président élu au terme des six années de mandat de ce dernier. [Le Kirghizstan](#) est en effet la seule « démocratie hybride » d'[Asie centrale](#).

L'*Economist Intelligence Unit Democracy Index*, qui mesure chaque année l'état de la démocratie dans 167 pays classe 98e le Kirghizstan en 2016, avec une note de 4,93 sur 10. A titre de comparaison, la Norvège obtient la note la plus élevée de 9,93 ; et la Turquie de 2016 est notée 5,04.

Comparée à ses voisins, le cas du Kirghizstan semble exceptionnel. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan limitrophes sont en effet parmi les dix pires dictatures au monde, et la Chine, le Kazakhstan et la Russie ne peuvent davantage constituer des modèles.

Le Président sortant Almazbek Atambaev est conscient de la nature exemplaire de la République Kirghize en Asie Centrale. Dans une interview au magazine *Times* le 9 octobre 2017 [1], il critique l'assistance militaire que les Etats-Unis ont apportée à l'Ouzbékistan en 2014, en comparaison du soutien économique dévolu au Kirghizstan, qu'il juge insuffisant. Il regrette le manque de " véritable soutien pour faire du Kirghizstan une démocratie à part entière, (avec lequel) le pays serait un formidable exemple pour le monde musulman, pour l'ensemble du monde islamique » [2].

Cette affirmation semble être symptomatique d'une confiance élevée de l'Etat kirghize dans un soutien international conditionné aux progrès démocratiques. En 2016, le Kirghizstan a reçu un total de 34,5 millions d'euros d'aide de l'Union Européenne, sans mentionner les aides telles que celle du Fonds Monétaire International.

Selon les objectifs de la politique étrangère de l'Union européenne, ces fonds visent à renforcer l'état de droit et la stabilité, et pourraient inciter le pays à respecter davantage les standards démocratiques internationaux et à renforcer la stabilité, en conditionnant l'accès à l'aide.

Dans ce contexte, les élections présidentielles de 2017 étaient très attendues par la communauté internationale, et en effet très prometteuses. En juin 2017, plus de quarante candidats ont tenté d'entrer dans la course présidentielle. Ce n'est qu'en août qu'Atambaev a déclaré son soutien pour son premier ministre Sooronbay Jeenbekov, qui a alors démissionné du gouvernement pour faire campagne. La multiplicité des candidats a progressivement décliné pour atteindre le nombre de treize aspirants début septembre 2017, faisant de cette élection une élection apparemment compétitive.

Le 15 octobre 2017, Sooronbay Jeenbekov a emporté les élections avec un score d'environ 54% et un taux de participation de 56%.

A un mois des élections, le nombre élevé de candidats et le soutien notable d'une partie de la population au candidat Omurbek Babanov ont conduit la plupart des analystes et de nombreux media à envisager la possibilité d'un second tour [3]. Cette situation est considérée comme sans précédent [en Asie Centrale](#) : le Kirghizstan deviendrait le premier pays de la région à expérimenter un second tour dans le cadre d'une élection présidentielle.

Et pourtant, le 15 octobre 2017, Sooronbay Jeenbekov a emporté les élections avec un score d'environ 54% et un taux de participation de 56%, à l'issue d'un scrutin dans l'ensemble bien organisé techniquement. à travers des procédures électorales jugées majoritairement réglementaires par les observateur internationaux le jour des élections.

Que s'est-il passé ? Peut-on qualifier ces élections de justes et d'équitables ? Peut-on s'attendre à ce que le Kirghizstan renforce son régime démocratique dans les années à venir ou au contraire, ces élections sont-elles le signe d'espoirs déçus ? Quelles conséquences pour la stabilité du pays ?



Sooronbay Jeenbekov, président du Kirghizstan élu en 2017 dans des conditions discutables
Sooronbay Jeenbekov, président du Kirghizstan élu en 2017 à l'occasion d'une rencontre en Russie, à Moscou, avec V. Poutine. Source Kremlin-ru, image libre de droit.

Kremlin-ru

Les blessures encore ouvertes du conflit inter-ethnique de 2010 et un pouvoir central renforcé depuis 2015 : un terreau peu favorable à la fertilité démocratique

Après l'indépendance de 1991 et l'accession d'Askar Akaïev à la présidence de la République, dix années de transition pas assez démocratique et de corruption larvée conduisent à une première série de manifestations faisant six morts en 2002. Une tentative de réformes constitutionnelles échoue alors à introduire davantage de démocratie dans les institutions du pays et en 2005, des élections législatives jugées frauduleuses sont à l'origine de la Révolution des Tulipes : quinze mille manifestants venus du sud du pays prennent d'assaut le palais présidentiel où réside Akaïev, qui prend la fuite et est remplacé par Kourmanbek Bakiev. Celui-ci entreprend de nouvelles réformes constitutionnelles, plus probantes, cette-fois. Cependant, l'instabilité politique associée au virage présidentialiste de 2009 agite la société

kirghize. En avril 2010, des manifestations contre la hausse des prix de l'énergie et la corruption tournent à la confrontation avec les forces de l'ordre et font quatre-vingt-quatre morts et des milliers de blessés [4], provoquant l'exil de Bakiev. Le 10 juin, il suffit d'une étincelle pour que le sud du pays s'embrace et que les rivalités entre minorités ouzbeks et kirghizes éclatent en un violent conflit inter-ethnique qui fait environ deux mille morts, majoritairement du côté ouzbèke. Selon Amnesty international, « les autorités n'ont pas fait preuve d'une réelle volonté d'enquêter sérieusement sur les violences interethniques qui se sont produites en juin 2010 dans le sud du Kirghizistan », et les « poursuites engagées visaient de manière disproportionnée des personnes appartenant à la communauté ouzbèke. » [5] La question ethnique ne pouvait pas ne pas avoir d'impact sur le scrutin présidentiel de 2017. Si le gouvernement a joué la carte de la réconciliation pendant le mandat Atambaev, cette question reste sensible et donc sujette à instrumentalisation. Elle n'a pas manqué de l'être par les deux principaux candidats, Jeenbekov et Babanov. Le renforcement du pouvoir présidentiel et de la centralisation via le referendum de décembre 2016 n'allait d'ores et déjà pas dans le sens d'un progrès démocratique. Les élections présidentielles de 2017 sont pourtant les plus compétitives de l'histoire du pays. Cette incertitude quant aux résultats a pu éluder la question d'équité de la campagne électorale.

Candidats, projections et certitudes

Des sondages contradictoires de la période pré-électorale, on retiendra la faible popularité de Sooronbay Jeenbekov alors premier ministre, et la grande popularité du très médiatique homme d'affaires Omurbek Babanov [6].

Disposant de moyens financiers considérables pour mener campagne, ce dernier est l'un des hommes les plus riches du Kirghizstan. Fondateur du parti libéral d'opposition Respublika et ancien premier ministre, Babanov séduit pour ses positions en faveur du développement économique et par ses talents de communicant.

Face à lui, le candidat Jeenbekov, choisi pour représenter le parti social-démocrate kirghiz (PSDK) et la continuité du pouvoir, semble incarner la stabilité politique, ce qui n'est pas pour déplaire dans un pays encore marqué par les violences et l'instabilité politique des années 2000.

Ce regain de popularité du candidat après son entrée dans la course présidentielle semble corroboré par un sondage de septembre 2017 conduit par l'ONG Coalition for Democracy and Civil Society et qui donne Jeenbekov en tête du premier tour avec 41% suivi de Babanov avec 39%. De quoi alimenter la thèse d'un second tour, d'autant plus plausible du fait de la campagne active de plusieurs autres candidats. Parmi eux, l'ancien ministre Sariev, considéré comme le troisième homme de cette course présidentielle, suivi par le candidat Madumarov [7]. Avec onze candidats en lice [8] et une campagne plutôt visible, difficile pour les candidats et les militants d'être confiants concernant les futurs résultats.

C'est pourtant bel et bien un sentiment de certitude qui prévaut du côté du PSDK, à quelques semaines des élections. Les représentants locaux du parti rencontrés à Talas font état de leur entière confiance quant aux résultats des élections, qui seront gagnées, selon eux, grâce au large vote PSDK dans le sud du pays.

Élément également significatif, Jenish Moldormatov, le porte-parole de Jeenbekov, confie à l'occasion d'un entretien informel qu'il est persuadé que même en cas de ballottage, Babanov se retirerait au profit de Jeenbekov. Le candidat de l'opposition n'aurait selon lui aucune

intention réelle de gouverner. Cette surprenante vision du dénouement politique en cas de second tour, par ailleurs impossible du point de vue légal [9], fait montre d'une absence de projection de cette possibilité.

C'est également le cas de la Commission Electorale Centrale (CEC). En l'absence de cadre législatif organisant clairement les procédures d'un second tour, les membres de la commission donnent des informations contradictoires sur sa date possible. Ainsi, il a été rapporté à des observateurs de l'OSCE/ODHIR que le second tour pourrait avoir lieu fin novembre 2017 ou en 2018 [10].

Une campagne électorale assombrie par le non-respect d'un certain nombre de normes démocratiques

Parallèlement, quatre éléments viennent assombrir le tableau d'un environnement électoral apparemment équitable pour les candidats.

L'utilisation de ressources étatiques au profit de Jeenbekov, tout d'abord, a pu avoir un impact certain sur la campagne électorale. La dénonciation par un certain nombre d'étudiants de la capitale des pressions exercées sur eux par leurs professeurs pour qu'ils votent est emblématique de cette tendance.

De même, plusieurs cas de pressions sur des employés des services publics à participer à des rassemblements de soutien au candidat PSDK ont été observés. Ainsi, dans la ville de Talas au nord du pays, connue pour son soutien à Babanov, des employés de l'hôpital public se sont vus sommés de signer une liste mentionnant leur nom, pour attester de leur présence au meeting de Jeenbekov - et de s'y plier de peur de réprimandes futures sur leur lieu de travail. L'achat de voix, ensuite, a été rapporté dans plusieurs régions. Les plaintes officielles n'ont à ma connaissance pas été à la mesure des faits rapportés. Une explication possible est la crainte des représailles, ou encore la très possible partialité de la CEC [11], mais il convient également de lire ceci au prisme de la préservation de la cohésion sociale. A titre d'exemple, après avoir rapporté un cas d'achat de voix filmé, un militant pro-Babanov a pourtant déclaré ne pas vouloir diffuser la vidéo ni porter plainte. Selon lui, agir affecterait terriblement la vie de la personne ayant participé à la fraude. Dans une ville de 30 000 habitants, en effet, il s'agit avant tout de préserver les bonnes relations entre amis, cousins et voisins. Il est à cet égard intéressant de lire la problématique de l'anonymat à travers le prisme des résultats électoraux en zone rurale et urbaine.

Le manque d'indépendance des médias, enfin, a clairement impacté la compétitivité réelle des élections.

Certains médias ont saisi l'opportunité d'un discours de Babanov pour orchestrer ce qui pourrait être qualifié d'une campagne de diffamation à l'égard du candidat.

La campagne a été marquée par le manque d'impartialité et l'auto-censure des médias. L'observation des médias conduite par l'OSCE/ODHIR entre le 10 septembre 2017 (début de la campagne électorale) et le 13 octobre 2017 (fin) fait état d'un système journalistique basé sur une politique d'achat de temps médiatique à la faveur des candidats plutôt que sur l'indépendance de la couverture de la campagne électorale. Plus préoccupant encore, certains

médias ont saisi l'opportunité d'un discours de Babanov pour orchestrer ce qui pourrait être qualifié d'une campagne de diffamation à l'égard du candidat.

En effet, lors d'un discours prononcé devant la communauté ouzbèke d'Osh, celui-ci avait notamment déclaré que « si un policier touche à un Ouzbèke, il serait licencié » [12]. Cette séquence, parmi d'autres bribes de discours largement sorties de leur contexte, ont été diffusées et relayées par les médias comme étant la preuve de sa volonté de ranimer les conflits inter-ethniques. Associés à la diffusion très médiatisée de suspicions quant à sa supposée allégeance au Kazakhstan, ces éléments à charge contre Babanov ont sans aucun doute joué en sa défaveur, à quelques jours du scrutin.

Le respect des procédures électorales favorise l'illusion démocratique

Malgré ces éléments préoccupants, il semblerait que les procédures, le jour du scrutin, aient été respectées et que les élections, si elles n'ont pas été équitables, n'aient pas été pour autant truquées [13].

Malgré les pressions en tout genre, la confiance dans le système électoral a été exprimée par l'ensemble des interlocuteurs rencontrés par les observateurs de l'OSCE/ODIHR. Ce vote électronique, mis en place avec le soutien d'institutions internationales, semble avoir été adopté avec confiance par les administrations locales, les membres des différents partis politiques et les citoyens.

Des interrogations subsistent cependant quant au respect du secret du vote. Le système lui-même permet aux votants de montrer délibérément leur choix aux personnes présentes dans le bureau de vote sans que cela soit réellement perceptible, **le bulletin de vote inséré dans l'urne n'étant pas caché par une enveloppe**. Ce défaut a pu avoir un impact sur le vote. Le contrôle des achats de voix a notamment pu être facilité : le votant pouvait en effet laisser paraître son choix aux yeux des personnes présentes dans le bureau de vote à dessein, afin qu'ils puissent vérifier pour qui celui-ci avait voté. La réalité du problème est difficile à évaluer, car il est difficile de juger du caractère délibéré d'un geste indiscret.

Par ailleurs, quelques cas de collecte des identités des votants par des personnes non habilités pourraient permettre de corroborer les présomptions d'achat de voix dans certaines régions. Ces cas restant isolés, on ne peut parler de fraude majeure aux élections, mais cela est tout de même préoccupant dans un pays s'érigeant en modèle démocratique.

Les accusations récentes du media Kloop.kg sur le présumé accès de Jeenbekov aux données personnelles civiles des votants à des fins électorales, à travers le système d'enregistrement étatique [14], sont également préoccupantes [15]. L'utilisation de ces données est plutôt vraisemblable au vu des témoignages récoltés auprès de votants pressés par leurs employeurs ou connaissances à s'enregistrer sur ce système d'enregistrement étatique et à changer de bureau de vote [16]. Fraude réelle ou diffamation visant à discréditer le résultat des élections ? L'enquête nécessaire suite à cette accusation aura probablement peu de chances d'avoir lieu, le media étant à présent sous le coup de poursuites judiciaires.

Si le doute persiste quant à la possibilité de fraudes liées aux pressions sur les votants dans certaines régions, le bon déroulement des élections aura du moins eu pour effet de contribuer à un climat non violent suite à l'annonce des résultats des élections.

*

Le Kirghizstan a échoué à passer son récent test démocratique. Malgré le caractère exceptionnel de la relative liberté qui règne dans le pays, il faut cesser de lire les évolutions politiques du Kirghizstan au regard des autoritarismes régionaux, au risque de laisser la démocratie régresser en s'aveuglant de bonnes intentions. Avoir un modèle démocratique en Asie centrale, l'idée est excellente. Encore faut-il que cette « démocratie hybride » progresse vers une démocratie réelle, et non l'inverse.

C'est le défi lancé à Sooronbay Jeenbekov, après qu'il a été investi le 24 novembre 2017. Les procédés non-démocratiques utilisés lors des élections couplés à la réputation d'un homme jugé peu charismatique donnent au début du mandat de Jeenbekov une pâle couleur de désillusion et de méfiance. Le premier président kirghize élu dans des conditions de stabilité politique sera-t-il un homme de paille, à l'image de [D. Medvedev pour V. Poutine](#) ?

C'est au nouveau président du Kirghizstan qu'il appartient à présent de consolider les avancées démocratiques de ces dernières années.

Malgré des élections présidentielles peu encourageantes, il convient de reconnaître le champ des possibles qui s'ouvre au Kirghizstan. A l'image de cette crise diplomatique avec le Kazakhstan, résolue quelques jours après son investiture, Jeenbekov pourrait surprendre par sa capacité à renforcer la stabilité intérieure et extérieure du pays. Il devra cependant avant toute chose normaliser la situation avec son principal opposant. De l'équité et de l'issue du procès Babanov dépendra très certainement la crédibilité internationale du Kirghizstan. L'histoire retiendra des élections présidentielles kirghizes de 2017 qu'elles ont fait du pays le premier d'Asie Centrale à connaître un président quittant volontairement ses fonctions à l'issue de son mandat. C'est au nouveau président du Kirghizstan qu'il appartient à présent de consolider les avancées démocratiques de ces dernières années.

Copyright Décembre 2017-Henry/Diploweb.com

Plus

P. Verluise (dir.) "[Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force](#)", éd. Diploweb aux format Kindle et papier broché via Amazon, 2018.

P.-S.

Analyste politique et consultante, Mathilde Henry est diplômée de Sciences-po Lille, du *European Inter-University Center for Human Rights and Democratization*, et ancienne doctorante en Science politique à l'Université Paris VIII, où elle a enseigné. Elle travaille dans

des cadres internationaux tels que des ambassades et des organisations internationales depuis 2008, et est consultante depuis 2013. Elle a notamment participé à des Missions d'Observation Electorale pour l'OSCE et l'Union européenne, et a travaillé en tant que consultante pour l'ONU Femmes.

Notes

[1] <http://time.com/4972381/kyrgyzstan-almazbek-atambayev-muslim-russia/>

[2] "If there were real assistance to Kyrgyzstan to build a democratic country, a fully-developed democracy, that would have been a great example for the Muslim world, for the whole Islamic world",
<http://time.com/4972381/kyrgyzstan-almazbek-atambayev-muslim-russia/>

[3] The Diplomat, Financial Times, Rferl-Radio Free Europe

[4] <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-07-22-Kirghizstan>

[5] Amnesty International

[6] Des sondages de mars 2017 du Center for Insights in Survey Research établissent une popularité de Jeenbekov à 3% et de Babanov à 35%, et des sondages de juillet 2017 du SKDS la popularité de Jeenbekov à 4% et celle de Babanov à 18%.

[7] Les candidats remporteront finalement respectivement 2,55% et 6,57% des voix.

[8] A quelques jours des élections, le candidat Tashiyev s'est retiré au profit de Jeenbekov, et le candidat Torobayev au profit de Babanov.

[9] La loi prévoit qu'en cas de retrait de l'un des deux candidats arrivés en tête à l'issue du premier tour, le second tour est organisé avec le candidat arrivé en troisième position.

[10] Certains membres de la CEC ont rapporté à des observateurs de l'OSCE/ODHIR que celui-ci pourrait avoir lieu fin novembre 2017, quand d'autres membres ont rapporté qu'il aurait lieu en 2018.

[11] Le rapport préliminaire de l'OSCE/ODHIR fait état de partialité de la CEC : « Candidate Babanov was given three warnings, while complaints against other candidates were not subjected to the same scrutiny, revealing a bias in the CEC's interpretation and application of the law »
<http://www.osce.org/odihr/elections/kyrgyzstan/350001?download=true>

[12] <http://www.eurasianet.org/node/85376>

[13] Dans l'attente du rapport définitif de l'OSCE/ODIRH

[14] State Registration System

[15] <http://www.eurasianet.org/node/85731>

[16] <http://www.osce.org/odihr/elections/kyrgyzstan/350001?download=true>

[17] <https://www.rferl.org/a/kyrgyzstan-kazakhstan-border-inspections-take-toll/28800319.html>